elles sont surveillées et reçoivent une assistance financière jusqu'à ce qu'elles puissent se subvenir.

Le gouvernement de la province de Québec n'ignore pas que l'avenir de la province et la survivance de ses institutions, y compris les nombreux et graves problèmes touchant l'avenir de la jeunesse, dépendent en grande partie de la politique à long terme qu'adoptera le gouvernement relativement à ces sujets. Une loi a été adoptée à la session de 1916 de la législature du Québec pour la formation d'un nouveau Ministère de Bienfaisance sociale et de la Jeunesse qui verra à l'étude de tels problèmes et administrera toutes les lois de la province de Québec ayant pour objet le bien-être social de la population et l'aide à la jeunesse en vue de son avenir. Au moment où nous allons sous presse, ce nouveau Ministère n'a pas encore été organisé.

Allocations aux mères.—La loi d'assistance aux mères nécessiteuses, 1937, est entrée en vigueur en décembre 1938. Voir les statistiques relatives à l'application de cette loi à la p. 829.

Indemnisation des accidentés.—La Commission des accidents du travail de la province de Québec a été établie en 1928 subordonnement aux cc. 79 et 80 des statuts de la même année. La loi est entrée en vigueur par proclamation le 22 mars 1928 et la Commission est entrée en fonction le 1er septembre 1928. En vertu de cette loi, la Commission n'assure pas les employeurs contre leurs responsabilités. Le 4 avril 1931, une nouvelle loi (21 Geo. V, c. 100), entrée en vigueur le 1er septembre 1931, pourvoit à cette assurance à peu près de la même manière que la loi des accidents du travail de l'Ontario. Voir aussi pp. 791-794.

Pensions de vieillesse et pensions aux aveugles.—La province collabore au système fédéral-provincial de pensions de vieillesse depuis le 1er août 1936, et à l'application de la loi modifiée qui pourvoit au versement de pensions aux aveugles depuis le 1er octobre 1937. Pour les statistiques, voir pp. 822-824.

Ontario.—Le Ministère du Bien-être social administre les différentes mesures d'assistance suivantes:—

Division du bien-être de l'enfance et de la jeunesse.—Cette division comprend:—

- (1) La branche du bien-être de l'enfance qui veille à l'application de la loi de la protection de l'enfance, la loi des enfants nés de parents non mariés et la loi de l'adoption; elle exerce aussi sa surveillance sur 53 sociétés d'aide à l'enfance de la province. Au cours de la guerre de 1939-45, la province a en outre collaboré avec le gouvernement fédéral à certaines œuvres de guerre—allocations aux personnes à charge, allocations supplémentaires, congés de commisération et autres problèmes relatifs au bien-être de la famille.
- (2) La branche des pouponnières de jour qui voit aux programmes des pouponnières de jour et des soins à l'école pour les enfants dont la mère travaille.
- (3) La branche des enfants britanniques invités qui continue la surveillance des enfants britanniques évacués de la Grande-Bretagne et demeurant toujours en Ontario.
- (4) Surveillance des institutions pour enfants.

Allocations aux mères.—La province verse depuis 1920 des allocations aux veuves et autres mères nécessiteuses. En plus de l'allocation de base, celles-ci bénéficient de soins médicaux et de médicaments gratuits ainsi que d'une indemnité de vie chère de 20 p.c. La Commission a en outre le pouvoir discrétionnaire d'augmenter jusqu'à \$10 par mois l'allocation d'une bénéficiaire, si cela est nécessaire.